

La vie agricole et rurale face aux défis de la mondialisation : un regard européen

IVème Congrès mondial sur la vie rurale, Rome, 24-27 juin 2012

Dominique Vermersch¹

Un regard au prisme de la Politique Agricole Commune

Un premier regard sur la vie agricole et rurale européenne peut s'effectuer au travers de la Politique Agricole Commune (PAC), pierre angulaire de la construction politique d'après-guerre et fondée sur deux principes énoncés par le traité de Rome (1957) : la libre-circulation des biens et la préférence communautaire. Il apparaît *de facto* entre ces deux principes une tension antinomique qui s'exercera à mesure que les objectifs initiaux de la PAC seront progressivement honorés : accroissement de la productivité et des revenus agricoles, assurance de prix alimentaires raisonnables. Pour autant, les questions de suffisance alimentaire et de sécurité sanitaire des aliments ne sont pas entièrement résolues. C'est ainsi que le Programme européen d'aide aux plus démunis a distribué en 2011 une aide alimentaire à plus de 13 millions de personnes dans 19 des 27 Etats de l'Union Européenne. Rappelons également la crise européenne dite de la vache folle, réactivée en 2010 par la possible réintroduction controversée des farines animales dans l'alimentation des porcs, des volailles et des poissons².

Alors que la mondialisation s'exprime par une mobilité accrue des hommes, des biens et des services au nom du principe de libre circulation des biens, il en est autrement pour les territoires qui sont par nature « immobiles ». Supports premiers de la vie agricole et rurale, ils se voient réduits à être le réceptacle d'échanges agricoles et alimentaires désormais mondialisés ; et ce à partir d'une industrialisation de l'agriculture qui a permis un accroissement inédit de la productivité.

Cette industrialisation a privilégié les **économies d'échelle** (diminution du coût unitaire de production lorsque celle-ci croît en volume) au détriment des **économies de gamme** (diminution du coût global lorsque deux voire plusieurs produits différents sont

¹ dvermers@uco.fr Professeur Economie et Ethique Agrocampus Ouest et Recteur nommé de l'Université Catholique de l'Ouest.

² Cf Conseil National de l'Alimentation (2011) Quelle place pour les protéines animales transformées (PAT) dans l'alimentation des porcs, des volailles et des poissons ? Avis adopté le 1er décembre 2011, Rapporteur D. Vermersch

élaborés conjointement)³. En délaissant les économies de gamme au profit des économies d'échelle, l'industrialisation agricole a conduit à une spécialisation productive intensive en capital et souvent associée à des nuisances environnementales, de même qu'à l'abandon des synergies entre cultures et élevage. Elle a rendu en outre difficile la co-existence de modes de production alimentaire plus traditionnels et plus marqués culturellement. L'industrialisation a accru enfin la concentration de l'appropriation foncière, ce qui peut nuire à l'efficacité économique⁴.

Un ethos agricole fortement malmené

Ces bouleversements institutionnels et techniques ont profondément déstabilisé ce que nous pourrions appeler "*l'ethos agricole*" qui structurait jusqu'alors les sociétés rurales européennes. Cet *ethos* a été façonné par l'entremise d'une connivence multiséculaire avec la nature elle-même : les solidarités paysannes se nouèrent tout autant pour faire face aux adversités de la nature qu'en s'inspirant, plus ou moins consciemment, de la vision organique du vivant. L'élan productiviste agricole initié dans l'après-guerre fut porté par ce même *ethos*, plus précisément par une authentique « charité sociale » : la formation d'une élite professionnelle se devait d'honorer le service du prochain ; l'autosuffisance alimentaire était d'intérêt européen et se devait de répondre efficacement à la question mondiale de la malnutrition. Néanmoins, cette caution morale du productivisme agricole s'est progressivement vidée de son sens, à la mesure de la montée des nuisances environnementales et d'une incapacité des pouvoirs publics, comme des corps intermédiaires et notamment les syndicats, à contenir le coût social de la modernisation agricole. La montée de la mondialisation et les premières difficultés budgétaires de la PAC se sont en effet accompagnées de nouvelles disparités de revenus et d'un éclatement du syndicalisme agricole qui s'est parallèlement démarqué de ses références à la doctrine sociale de l'Eglise.

Dans le même temps, l'agriculture européenne se voit aujourd'hui sollicitée pour la fourniture de biens à connotation éthique, les nouvelles demandes des consommateurs en appelant de manière **nostalgique** à l'éthos originel de l'agriculture : nostalgie des goûts alimentaires d'antan, échanges marchands de proximité réputés plus équitables, nouvelles formes de militance syndicale et plurielle entre paysans, consommateurs et écologistes. En définitive, il s'agit d'une **nostalgie éthique** : l'homme reconnaît ses manquements au précepte baconien selon lequel *on ne commande à la nature qu'en lui obéissant*⁵ ; en d'autres termes, il continue à pressentir que la nature dans son intégrité lui est donnée comme une instance morale ; c'est à dire un donné à même de pouvoir éclairer son agir

³ Ce peut être l'exemple en agriculture de l'association des productions animales et végétales : les sous-produits végétaux peuvent contribuer à l'alimentation animale ; tandis que les déjections animales constituent des fertilisants. Cette association entre cultures et élevage est en outre à l'origine de bénéfices environnementaux, par exemple un paysage bocager.

⁴ "La logique économique, combinée à l'histoire économique de l'après-guerre, produit une remarquable unité doctrinale concernant l'effet suivant : un secteur agricole au sein duquel prédomine un système d'agriculteurs propriétaires, conduit à une allocation des ressources plus efficace et produit une contribution plus grande à la croissance économique nationale que d'autres systèmes alternatifs." Hayami Y., Ruttan V.-W., 1985, **Agricultural Development an International Perspective**, The Johns Hopkins University Press, 2^e ed.

⁵ Francis Bacon, *Novum Organum*, 1620

personnel et social. Bref, l'homme retrouve à tâtons ce que Benoît XVI évoque dans *Caritas in veritate* sous le terme de *grammaire*⁶. Nous y reviendrons en conclusion.

Economisme et découplage...

Jusqu'à présent, c'est une sorte d'économisme⁷ libéral qui a prédominé dans l'analyse des effets de la globalisation sur l'agriculture européenne. La libéralisation accrue des échanges a en effet entériné le mot-clé quasi-mythique de « **découplage** »⁸ érigé en « fin de l'Histoire » de toute politique agricole. On entend par découplage un soutien public à l'agriculture qui ne conditionne en rien les volumes de production et d'échange agricoles. Cela dit, plus personne ne croit raisonnablement que les « gains de bien-être »⁹ issus de la libéralisation des marchés agricoles soient la réponse à tout et puissent ne serait-ce que compenser les « pertes de bien-être » associées au démantèlement des agricultures locales et des diverses aménités environnementales coproduites. De plus, la dérégulation des marchés agricoles conduit à une forte volatilité des prix, amplifiée du fait d'un couplage croissant entre prix pétroliers et prix de matières premières agricoles utilisées pour la production de biocarburants.

Ne vaudrait-il pas mieux coupler l'aide publique aux efforts de préservation environnementale ? Mais ce couplage à des objectifs environnementaux s'avère difficile dans la pratique et donc coûteux. Notons également que les aides découplées se transcrivent rapidement en droits à produire, marchandisés ensuite par le biais des transactions foncières, ce qui alourdit financièrement l'installation des jeunes du fait de l'augmentation consécutive du prix des terres agricoles. Le découplage dissocie enfin davantage les fonctions agricoles productive et environnementale qui demeurent, qu'on le veuille ou non, des activités jointes¹⁰.

En arrière-plan de cette logique du découplage, transparaît cette subordination du politique à l'économique, une politique réduite à faciliter l'expression de la « *vérité* » d'un échange marchand désormais mondialisé : tel est le « *bien* » à faire dans ce nouvel ordre à la fois mondial et moral. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer le langage moralisateur des économistes : n'ont-ils pas pour mission première de dénoncer des politiques qui « affectent » la libéralisation des échanges ? Ces mêmes politiques qui introduisent des « distorsions », qui se refusent à la « discipline » prônée par le marché lui-même, s'exposant

⁶ « ... car le milieu naturel n'est pas seulement un matériau dont nous pouvons disposer à notre guise, mais c'est l'œuvre admirable du Créateur, portant en soi une « grammaire » qui indique une finalité et des critères pour qu'il soit utilisé avec sagesse et non pas exploité de manière arbitraire ». (CV n° 48)

⁷ Selon la définition donnée par Jean-Paul II dans *Laborem exercens* (1981) : « Dans cette façon de poser le problème, il y avait l'erreur fondamentale que l'on peut appeler l'erreur de l'« économisme » et qui consiste à considérer le travail humain exclusivement sous le rapport de sa finalité économique ». (LE n° 13)

⁸ Caractéristique d'une politique publique (de soutien des revenus, agri-environnementale...) qui n'affecterait en rien les niveaux de production et d'échanges marchands

⁹ Dans le langage de la microéconomie, il s'agit des bénéfices que retireraient notamment les consommateurs (baisse des prix) et les contribuables (baisse des impôts finançant le budget agricole) d'une libéralisation complète des échanges commerciaux agricoles.

¹⁰ A ce propos, on s'intéressera aux travaux récents de l'OCDE s'évertuant à minimiser les possibles jointures de production, justifiant ainsi des politiques agricoles découplées. Voir par exemple, Vermersch, D., 2001, **La multifonctionnalité : une synthèse des travaux français récents**, Rapport pour l'OCDE, INRA-ESR- Rennes, 2001/04.

ainsi aux « *sanctions* » de ce dernier, au grand dam du plus grand nombre. Plus qu'un ordre moral, il s'agit d'une transcendance, objet de croyance et de crainte. Comme tout faux dieu qui se respecte, une telle transcendance convie au fatalisme ou à de nouvelles jacqueries menées par les mouvements alter-mondialistes.

Divinisation ou diabolisation, la vérité, nous semble-t-il, est ailleurs. A commencer par le fait que la dynamique marchande ne fait qu'agréger et amplifier les propres écueils des politiques publiques. En délivrant parfois des prix mondiaux inférieurs aux coûts de production, les marchés agricoles ont pris en compte le fait que l'Europe n'est pas prête demain à lâcher son agriculture.

Injonction aujourd'hui incontournable des politiques agricoles, le découplage des aides publiques entérine en définitive l'incapacité des marchés agricoles à rendre un juste prix, résultante d'une juste combinaison entre efficacité et équité. Le découplage économique ne se double-t-il pas enfin d'un découplage « éthique » qui affranchit producteurs et consommateurs de la nécessité d'apposer une dimension morale à leurs décisions économiques ? Cette démission éthique se traduit par un coût social : tout se passe comme si les économies d'échelle procurées par l'accaparement parfois violent des marchés se dissipent dans la démultiplication des rentes foncières et des coûts de transaction liés aux mesures agri-environnementales.

Impact de la globalisation vu par les autres sciences humaines et sociales

Cet impact demeure sous-étudié par les autres sciences humaines et sociales. D'où l'intérêt de ce vaste projet de recherche soutenu de 2009 à 2011 par l'Union Européenne : 'Developing Europe's Rural Regions in the Era of Globalization' (DERREG)¹¹ et qui invite à se démarquer de deux mythes prégnants. Le premier considère la globalisation comme une sorte de domination transgressant les diverses cultures rurales européennes au profit d'une industrialisation de l'agriculture qui hypothèquerait le devenir de l'agriculture paysanne. Considérée hier comme bouc émissaire retardant une salubre libéralisation des échanges, voilà que cette agriculture paysanne s'érige aujourd'hui en "clôture" et fédère les résistances culturelles à la tutelle seigneuriale de la globalisation des marchés. Bref une sorte de jacquerie post moderne qui théorise le maintien d'agricultures plurielles à l'échelle de la planète comme objectif d'une politique globale de réorganisation des échanges agricoles.

Le second mythe considère à l'inverse la globalisation comme le « sauveur » des économies rurales, du fait des nouvelles possibilités de communication – internet – qui opèrent comme une sorte de compression de l'espace et du temps. Il en résulterait un dépérissement des économies d'agglomération propres à l'âge industriel et à l'urbanisation ; les communautés rurales pourraient alors être dotées d'une nouvelle compétitivité économique.

Ces deux mythes ou visions antinomiques ont en commun qu'ils s'appuient sur une double erreur : que la globalisation serait uni-dimensionnelle et que le monde rural serait une entité statique et inerte. Les travaux menés dans le cadre du projet DERREG illustrent à

¹¹ Cf Woods M., McDonagh J., 2011, Rural Europe and the world : globalization and rural development (Editorial). Europ. Countrys. 3 2011 p. 153-163

l'inverse que la globalisation combine divers processus complexes, multidimensionnels et parfois contradictoires. Ils considèrent par ailleurs que l'entité rurale est un être relationnel *ad intra* et *ad extra* ; l'être rural (i.e un territoire donné, une communauté, une culture...) est capable de réagir, de s'adapter, nouant également *ad intra* et *ad extra* de nouvelles relations. Il en résulte que les effets de la globalisation transitent par des phases de contestation, de négociation et peuvent s'avérer très différents suivant les localités et terroirs ruraux.

Cette analyse dite relationnelle des effets de la globalisation sur la vie rurale semble pertinente et séduisante ; mais poussée à son terme, elle présente le risque de réfuter la famille rurale comme participant à l'essence même de la ruralité¹².

Perspectives à partir de Caritas in veritate

L'Europe agricole et rurale est en quête d'un nouveau souffle politique. Traversée par une crise économique et sociale sans précédent, sa composante agricole et rurale en est un amortisseur, notamment par le témoignage des valeurs de solidarité et de gratuité, par sa capacité de résilience. En font écho les paroles de Benoît XVI, à l'occasion de la prière de l'Angélus le dimanche 14 novembre 2010¹³ :

« La crise économique actuelle [...] doit être prise très au sérieux : elle a de nombreuses causes et elle adresse un appel très fort à une révision profonde du modèle de développement économique global [...] C'est un symptôme aigu qui est venu s'ajouter à d'autres bien plus graves et déjà bien connus comme le déséquilibre prolongé entre la richesse et la pauvreté, le scandale de la faim, l'émergence écologique, et le problème du chômage, désormais lui aussi général.

Dans ce cadre, une relance stratégique de l'agriculture semble décisive. En effet, le processus d'industrialisation a parfois rejeté dans l'ombre le secteur agricole, qui, tout en tirant à son tour bénéfice des connaissances et des techniques modernes, a cependant perdu de son importance, avec des conséquences notables aussi au plan culturel. Ce me semble être le moment d'un appel à ré-évaluer l'agriculture non dans un sens nostalgique, mais comme une ressource indispensable pour l'avenir.

[...] Il faut alors viser, de façon vraiment concertée, un nouvel équilibre entre agriculture, industrie et service, afin que le développement soit durable, que personne ne manque de pain ni de travail, et que l'air, l'eau et les autres matières premières soient préservés comme des biens universels [...]

C'est pour cela qu'il est fondamental de cultiver et de diffuser une conscience éthique claire, à la hauteur des défis les plus complexes du moment présent ; de s'éduquer tous à une consommation plus sage et responsable ; de promouvoir la responsabilité personnelle ainsi que la dimension sociale des activités rurales, fondées sur des valeurs permanentes comme l'accueil, la solidarité, le partage de la fatigue du travail.

De nombreux jeunes ont déjà choisi cette voie ; des jeunes diplômés reviennent se consacrer à une entreprise agricole, avec le sentiment de répondre ainsi non seulement à un besoin personnel et familial, mais aussi à un signe des temps, à une sensibilité concrète pour le bien commun. »

Certes, et à la différence de Mater et Magistra (1961), l'encyclique sociale Caritas in veritate n'évoque qu'incidemment la question agricole et rurale¹⁴. Elle en fournit cependant

¹² Ibid. p. 155. Penser par la relation plutôt que par la substance se retrouve dans bien d'autres champs de la connaissance.

¹³ Source : zenit.org

¹⁴ On constate six occurrences du mot « agricole », une occurrence du mot « rural » et aucune du mot « agriculture » dans l'encyclique

des clés de lecture et d'action, présentes dans cette méditation de l'Angélus, et qui se démarquent : tant d'une vision nostalgique que d'un ékonomisme forcené. Ces clés mettent en avant, me semble-t-il, le principe de gratuité et la logique du don. De la gratuité et du don, tout se passe comme si la vie agricole et rurale en recueille les prémisses dans la nature, précisément en déchiffrant la *grammaire* qui y est présente (CV n° 48). Il s'agit en réalité d'une grammaire du don : la nature est un don de Dieu, elle est appelée à se donner par *vocation*¹⁵ et elle rappelle que l'homme est appelé à se donner. La vie agricole et rurale peut alors être comprise comme ce débordement de gratuité et d'intelligibilité de la nature que nous sommes appelés à recueillir et à incarner dans l'économie et la politique, à partir notamment d'un engagement renouvelé dans l'entreprise agricole qui, comme toute entreprise, a d'abord une signification humaine (CV n° 41) et sociale. La tâche est enthousiasmante et emporte d'ores et déjà l'adhésion des jeunes générations.

¹⁵ « *La nature est l'expression d'un dessein d'amour et de vérité*. Elle nous précède et Dieu nous l'a donnée comme milieu de vie. Elle nous parle du Créateur (cf. *Rm* 1, 20) et de son amour pour l'humanité. Elle est destinée à être « récapitulée » dans le Christ à la fin des temps (cf. *Ep* 1, 9-10; *Col* 1, 19-20). Elle a donc elle aussi une « vocation » ». (CV n° 48)